



**CONSEIL DE COMMUNAUTE  
MERCREDI 12 FÉVRIER 2020**

L'an deux mille vingt , le douze février, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

**Présents**

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, FORTIN Laurence, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, GUILLOU Jacques, KERLAN Frédéric, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, OMNÈS Elisabeth, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, OLLIVIER Muriel

**Secrétaire de séance**

SOUDON Chantal

**Excusés**

ANDRÉ Robert (pouvoir à BÉGOC Marie-Hélène)  
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)  
CRENN Jean (pouvoir à MASCLEF Evelyne)  
HERROU Monique (pouvoir à MAILFERT Gilles)  
JÉZÉQUEL Marc (pouvoir à CORRE Michel)  
LE GALL Jean-Noël (pouvoir à BESCOND Yvon)  
MOULLEC Yvan (pouvoir à COJEAN Michel)  
PAGE Marie-Renée (pouvoir à GODET Nathalie)  
ROUBY Solenn (pouvoir à RIOU Michel)

**Absents**

CANN Joël

Conseil de Communauté du 12 février 2020  
Délibération n°DCC2020\_027

<b>Objet</b>	<b>Création d'emplois non permanents compte tenu d'un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité</b>
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Ressources Humaines
Thème	Ressources humaines

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

Conformément à l'article 3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, il appartient au conseil de Communauté de créer des emplois non permanents liés à des accroissements temporaires et saisonniers d'activité.

1/ Recrutement d'un agent contractuel de droit public pour accroissement temporaire d'activité

Les besoins de service peuvent amener à créer un emploi non permanent et à recruter directement un agent contractuel pour faire face à l'accroissement temporaire d'activité au service tourisme. Cet agent contractuel assurera les fonctions d'agent d'accueil touristique, emploi relevant de la catégorie C, à temps complet. Le contrat sera conclu pour une durée maximale de 12 mois, renouvellement compris, pendant une même période de 18 mois.

2/ Recrutement d'agents contractuels de droit public pour accroissement saisonnier d'activité

Les besoins de service peuvent amener à créer des emplois non permanents et à recruter directement des agents contractuels pour faire face à l'accroissement saisonnier d'activité. Considérant qu'en prévision de la période estivale, il est nécessaire de renforcer le service Tourisme pour assurer les missions d'accueil pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 1<sup>er</sup> novembre 2020 et d'accueil/guide pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 1<sup>er</sup> septembre 2020, il est proposé de créer 1 poste d'agent d'accueil touristique et 4 postes d'agents d'accueils/guides touristiques. Ces agents contractuels assureront des fonctions d'agent d'accueil et d'agent d'accueil/guide touristique, emplois relevant de la catégorie C, à temps complet. Les contrats sont conclus pour une durée maximale de 6 mois sur une période de 12 mois consécutifs.

Dans la mesure où l'emploi non permanent créé dans le cadre d'un accroissement temporaire ou d'un accroissement saisonnier d'activité est l'équivalent d'un emploi permanent existant, le traitement sera limité à l'indice terminal du grade le plus élevé afférent à l'emploi.

**DÉLIBÉRATION :**

Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,  
Vu l'avis favorable de la Commission Finances Ressources Humaines du 28 janvier 2020  
Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 14 janvier 2020

**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article unique : Autorise la création de ces emplois et l'inscription au budget des crédits correspondants.**